

L'agriculture africaine veut faire sa révolution verte

3.9.10 | 14h59 • Mis à jour le 03.09.10 | 15h02

3.9.11

Atteindre l'indépendance alimentaire, voire transformer l'Afrique en producteur majeur de produits agricoles à l'échelle mondiale : ce n'est pas un rêve, mais bien un objectif pour les participants au Forum sur la révolution verte en Afrique, qui s'achève à Accra, au Ghana, samedi 4 septembre. Réunissant plusieurs centaines de ministres, entrepreneurs, représentants d'organisations agricoles et d'organismes internationaux, banquiers et experts, ce Forum concrétise un regain d'intérêt pour l'agriculture africaine.



"Depuis 2000, les choses se sont redressées : la conscience s'est faite qu'il fallait soutenir l'agriculture, dit Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'ouest (Roppa). Mais il faut se remettre de vingt-cinq ans de politique d'ajustement structurel et de six grandes sécheresses."

L'idée que l'agriculture est la clé du développement africain s'est manifestée avec l'engagement de Maputo, en 2003, lorsque les chefs d'Etat africains ont promis de consacrer au moins 10 % de leurs budgets nationaux à l'agriculture. L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a été créée en 2006. En 2008, 59 gouvernements publiaient un rapport élaboré par quatre cents agronomes : cette Evaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (Eistad) promouvait l'agroécologie, une agronomie qui s'appuie sur les processus écologiques, et le soutien aux cultures vivrières.

La crise alimentaire de 2008 a achevé de convaincre de l'importance d'une politique agricole forte. Les émeutes contre "la vie chère" qui viennent de se dérouler au Mozambique témoignent de l'urgence de cette réorientation.

Mais quelle politique agricole faut-il mener ? Soutenu par la Fondation Rockefeller et la Fondation Melinda et Bill Gates, soutiens des organismes génétiquement modifiés - la Fondation Gates vient d'investir 23 millions d'euros dans Monsanto, l'AGRA est soupçonnée par certaines organisations non gouvernementales de vouloir favoriser une solution technologique. Namanga Ngongi, son président, s'en défend : *"Nous travaillons avec des semences conventionnelles, mais il faut améliorer celles-ci. De même, la question des engrais est essentielle : l'Afrique utilise 8 kg d'engrais à l'hectare. C'est très peu."*

Si l'on passait à 30 kg, cela changerait le visage de l'agriculture."

Mais l'amélioration des techniques n'est pas le seul enjeu. *"Il faut aussi organiser les structures agricoles : réduire les coûts de transaction, mieux gérer la formation et la commercialisation, mobiliser les banques locales, affirme Namanga Ngongi. Ce n'est pas le capital qui manque, mais l'expérience et les méthodes pour prêter au petit paysan."*

De nombreux agronomes estiment qu'une révolution verte en Afrique ne peut pas seulement reposer sur des améliorations technologiques traditionnelles. *"L'avenir agricole de l'Afrique subsaharienne repose sur des systèmes de production agroécologique et d'agroforesterie économes en intrants", dit Jacques Berthelot, de l'association Solidarité.*

"Lors d'Agro 2010, le grand congrès international de la société européenne d'agronomie, presque toutes les communications portaient sur l'agroécologie", confirme Michel Griffon, directeur adjoint de l'Agence nationale pour la recherche. Utiliser les processus biologiques, associer cultures, arbres et élevage dans l'agroforesterie, jouer sur la diversité des cultures pour se protéger des ravageurs, développer la fumure organique plutôt que chimique : tels sont les principes mis en avant par l'agronomie, qui ne veut plus se reposer sur l'amélioration des semences et l'augmentation de l'usage des engrais et pesticides.

Cette nouvelle démarche est reprise par un acteur important de la Révolution verte des années 1960 : le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), qui met en avant l'expérience du *"jardin potager africain"* développée au Bénin et au Niger. Elle associe technologie d'irrigation au goutte-à-goutte, cultures de légumes combinées avec des arbres fruitiers, partage communautaire des frais engagés.

Mais la solution au problème agricole africain n'est pas seulement technique ou organisationnelle. Selon Mamadou Cissokho, *"les accords de l'Organisation mondiale du commerce nous ont enlevé la protection aux frontières. Nous importons jusqu'à 40 % de notre alimentation, nous n'avons pas de marché régional ni continental. Il faut nous laisser avoir des marchés régionaux et développer la recherche. Fondamentalement, cela implique une protection aux frontières de nos cultures vivrières"*.

Ce point de vue constitue une divergence majeure avec ceux qui plaident pour la libéralisation des échanges. Mais il prend une actualité nouvelle avec l'achat des terres africaines par des opérateurs étrangers. Dans un rapport publié le 30 août, l'ONG Les Amis de la Terre affirme que 4,5 millions d'hectares de terres sont sur le point d'être acquis par des investisseurs étrangers afin de produire des agrocarburants destinés essentiellement au marché européen. *"C'est de la folie de se lancer dans la bioénergie, juge Ngongi Namanga. Le continent est déficitaire en produits alimentaires, il faut d'abord produire pour nourrir la population."*